

RCS : PAU

Code greffe : 6403

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PAU atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 00043

Numéro SIREN : 880 633 235

Nom ou dénomination : 2LP

Ce dépôt a été enregistré le 15/01/2020 sous le numéro de dépôt 404

**SASU 2LP**  
En formation au capital fixe de 1000 Euros  
2 Ter Rue de la Plaine, 64420 LUCGARIER  
RCS en cours

Le **20/12/2019** à 14 heures, sont présents au siège de la société, les soussignés :

- Madame NAFFRECHOUX Nathalie née DOUMEINGTS le 15/02/1982 à RIVES (38140) (FRANCE), de nationalité FRANCAISE, mariée, demeurant 2 Ter Rue de la Plaine, 64420 LUCGARIER.

Représentant la totalité des actions afin de participer à :

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

Dont l'ordre du jour annoncé par Madame NAFFRECHOUX Nathalie, présidente de cette assemblée est :

**Nomination de la présidence**

**RESOLUTION N°1 :**

Nomination aux fonctions de président telles que définies par la loi et les statuts de la société, à compter de ce jour et pour une durée indéterminée :

- Madame NAFFRECHOUX Nathalie née DOUMEINGTS le 15/02/1982 à RIVES (38140) (FRANCE), de nationalité FRANCAISE, mariée, demeurant 2 Ter Rue de la Plaine, 64420 LUCGARIER.

La rémunération de la présidence sera déterminée ultérieurement.

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE**

**Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 14 heures 30 minutes.**

De tout ce que dessus, il est dressé le présent procès verbal en 4 exemplaires originaux, qui seront signés par tous les intervenants susmentionnés.

Fait à LUGARIER le 20/12/2019

Signatures des actionnaires :



- Madame NAFFRECHOUX Nathalie

AGENCE de SOUMOULOU  
1 ALLEE DES PLATANES  
64 420 SOUMOULOU  
Tél.: 05 59 21 23 05

A SOUMOULOU, le 19 décembre 2019.

**- ATTESTATION -**

Je soussigné, Monsieur Patrice DARRIGRAND, agissant en qualité de DIRECTEUR d'agence du CREDIT AGRICOLE de SOUMOULOU de la CAISSE REGIONALE de CREDIT AGRICOLE MUTUEL PYRENEES GASCOGNE, dont le siège social est au 11, Boulevard du Président Kennedy 65003 TARBES

atteste que nous avons reçu la somme de mille euros (1 000 €)

qui a été inscrite sur un compte bloqué ouvert dans les livres de notre Caisse Régionale, en application des dispositions de la loi du 24 juillet 1966 et du décret du 23 mars 1967 sur la réforme des sociétés commerciales :

sous le numéro 01015995003

au nom de la société « 2LP »

Les fonds déposés par :

- Madame NAFFRECHOUX Nathalie, née DOUMEINGTS le 15/02/1982 à Ives (38140), présidente et associée de la dite société pour 1 000,00 euros (mille euros),

au compte susvisé, ne seront débloqués que sur production du certificat délivré par le Greffier du Tribunal de Commerce, justifiant de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce.

Attestation faite et délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Le DIRECTEUR D'AGENCE,

Patrice DARRIGRAND

*Caisse Régionale  
Crédit Agricole Mutuel p.o. Sébastien HETADO  
Pyrénées Gascogne  
Siège Social :  
11 Boulevard du Président Kennedy  
65003 TARBES  
46 RCS TARBES*

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE PYRENEES GASCOGNE

**SASU 2LP**  
En formation au capital de 1000 Euros  
2 Ter Rue de la Plaine, 64420 LUGGARIER  
RCS en cours

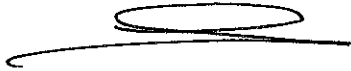
**LISTE DES SOUSCRIPTEURS :**

- Madame NAFFRECHOUX Nathalie née DOUMEINGTS le 15/02/1982 à RIVES (38140) (FRANCE), de nationalité FRANCAISE, mariée, demeurant 2 Ter Rue de la Plaine, 64420 LUGGARIER.

Nombre d'actions : 1000  
Apports numéraires : 1000 euros  
Apports nature : 0 euros  
Libération : 100%

Fait à LUGGARIER le 20/12/2019

**Signatures des actionnaires :**

A handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke followed by a circular flourish above it.

# STATUTS

2LP

SAS unipersonnelle au capital de 1000 Euros

2 Ter Rue de la Plaine, 64420 LUCGARIER

*" Statuts certifiés conformes par la Présidente "*  
*le 20/12/2019*



**L'ACTIONNAIRE FONDATEUR SOUSSIGNE :**

- Madame NAFFRECHOUX Nathalie née DOUMEINGTS le 15/02/1982 à RIVES (38140) (FRANCE), de nationalité FRANCAISE, mariée, demeurant 2 Ter Rue de la Plaine, 64420 LUCGARIER.

Actionnaire fondateur d'une société par actions simplifiée.

## **ARTICLE 1 : FORME**

Il est formé par les présentes entre les titulaires des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une **société par actions simplifiée unipersonnelle** qui sera régie par les lois en vigueur et les présents statuts. Dans le silence des statuts, il sera fait en tant que de raison, application des dispositions de la loi relative aux sociétés anonymes.

## **ARTICLE 2 : DENOMINATION**

La société prend la dénomination de : 2LP.

## **ARTICLE 3 : DUREE**

La durée de la société est fixée à **99 années**, à dater de son immatriculation au registre du commerce, sauf en cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues par la loi et les présents statuts.

## **ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL**

Le siège social de la société est fixé à :  
2 Ter Rue de la Plaine, 64420 LUCGARIER.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du département sur simple décision de la présidence et partout ailleurs en vertu d'une décision de la collectivité des actionnaires. La présidence peut créer des succursales partout où elle le juge utile.

## **ARTICLE 5 : OBJET SOCIAL**

**Dispositions générales relatives à l'objet social :** Pour réaliser son objet, la société peut agir directement ou indirectement pour son compte ou celui de tiers ou encore au sein d'un GIE, notamment. Elle peut prendre sous toutes formes, tous intérêts et participations dans toutes autres structures. Elle peut réaliser, plus généralement, toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en faciliter l'extension ou le développement.

**La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :**

Conseils et assistance aux entreprises, formation, apport d'affaires

## **ARTICLE 6 : EXERCICE SOCIAL**

Il commence le **01 janvier** et se termine le **31 décembre** de chaque année. Par exception, le premier exercice débutera à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et se terminera le **31 décembre 2020**.

**ARTICLE 7 : APPORTS**

Les apports constitutifs du capital social ont été effectués de la façon suivante :

**APPORTS EN NUMERAIRE :**

**Madame NAFFRECHOUX Nathalie** apporte la somme de :

**1000 Euros**

-----  
**TOTAL DES APPORTS NUMERAIRES : 1000 Euros**

La somme représentant le capital social libéré a été déposée sur un compte ouvert au nom de la société en formation auprès de CREDIT AGRICOLE 1 Allée des Platanes 64420 SOUMOULOU.

## **ARTICLE 8 : CAPITAL SOCIAL**

Le capital social s'élève à la somme de mille euros (1000). Il est divisé en mille (1000) actions de un euro, libérées à hauteur de 100% et attribuées de la façon suivante :

**Madame NAFFRECHOUX Nathalie**  
1000 actions numérotées de 1 à 1000

---

**TOTAL DES ACTIONS FORMANT LE CAPITAL SOCIAL : 1000 actions**

## **ARTICLE 9 : MODIFICATION DU CAPITAL**

Le capital social peut-être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par les actionnaires statuant dans les conditions de l'article 13 ci-après.

## **ARTICLE 10 : CLAUSES PARTICULIERES RELATIVES AU TRANSFERT DES ACTIONS ET AUTRES AGREMENTS**

Toute cession d'actions à titre gratuit ou onéreux, à des tiers ou entre actionnaires, doit préalablement être agréée dans les conditions ci-après.

Le démembrement de propriété, le transfert de propriété des actions par voie de succession, de liquidation de régime matrimonial, de fusion, absorption ou de transmission universelle de patrimoine de l'article 1844-5 alinéa 3 du code civil, d'adjudication publique ordonnée par décision de justice ou d'attribution est également soumis à agrément.

Le projet de cession est notifié au Président par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Il contient l'indication des noms, prénoms et adresses du cessionnaire s'il s'agit d'une personne physique et sa dénomination sociale, sa forme, son capital social, son siège social, son immatriculation au registre du commerce et le ressort du greffe, l'organe qui la représente et son actionnariat s'il s'agit d'une personne morale, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

Dans le délai de 60 jours à partir de la notification, le Président convoque l'assemblée des actionnaires en assemblée générale extraordinaire pour qu'elle délibère sur le projet de cession des actions.

Il peut également consulter les actionnaires par écrit sur ledit projet.

La décision de la société, qui n'a pas à être motivée est notifiée par le Président au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre décharge manuscrite.

En cas d'agrément, la cession est réalisée dans les termes et conditions mentionnés dans la cession notifiée à la société.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de 2 mois à compter de la notification du projet de cession, l'agrément à la cession est réputé acquis.

Si la société refuse d'agréer la cession, le cédant peut, dans les 15 jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les actionnaires doivent, dans le délai de 3 mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions à un prix fixé à dire d'experts dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai peut être prolongé une seule fois, à la demande du Président de la société, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête.

La société peut également, avec le consentement du cédant, décider de racheter les actions au prix de la cession et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant.

A défaut d'accord sur le prix de cession, il est fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

En cas de cession des actions du Président, les fonctions qui lui sont dévolues en matière d'agrément sont exercées par l'actionnaire le plus âgé, et si le président est l'actionnaire le plus âgé, par le second actionnaire le plus âgé.

## **ARTICLE 11 : AUTRES ORGANES DIRIGEANTS**

Les actionnaires peuvent nommer à la majorité simple un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales. Les pouvoirs du directeur général, la durée de ses fonctions, et sa rémunération sont déterminés par les statuts, ou par assemblée générale. Il ne prend pas part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum. Il est révocable ad nutum sur proposition du Président ou d'actionnaire détenteurs d'au moins 20% du capital de la société. En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attribution.

Le directeur général dispose, à l'égard de la société, des mêmes pouvoirs que le Président. Il peut représenter la société vis-à-vis des tiers.

## ARTICLE 12 : CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

Le Président, le directeur général, ou les membres du conseil d'administration avisent les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai de 30 jours à compter de la conclusion desdites conventions. Ils informent généralement également le commissaire aux comptes des conventions conclues avec la société dans laquelle ils sont directement ou indirectement intéressés.

A l'occasion de la consultation des actionnaires sur les comptes annuels, les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires, un rapport sur l'ensemble de ces conventions. Le dirigeant au profit de qui une telle convention est intervenue ne participe pas au vote

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leur effet, à charge pour le dirigeant les ayant conclues d'en supporter les conséquences préjudiciables pour la société. Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article 225-43 du code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président, aux directeurs généraux et à tout autre dirigeant de la société.

## ARTICLE 13 : DECISIONS DES ACTIONNAIRES

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblée, ce qui implique une réunion physique des actionnaires en un même lieu, ou par consultation par correspondance.

Admission aux assemblées : Chaque actionnaire a droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par son mandataire.

### ARTICLE 13-1 : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

|  |                                  |
|--|----------------------------------|
| Mode de convocation.....   | Lettre RAR                       |
| Périodicité de communication.....                                | Annuelle                         |
| Délai de convocation.....  | 8 jours                          |
| Lieu de réunion.....   | Siège social                     |
| Autorité habilitée à convoquer et à arrêter l'ordre du jour..... | Président                        |
| Autre mode de consultation.....                                  | Consultation écrite par courrier |
| Procès-verbal & Registre.....                                    | Obligatoire                      |
| Établissement d'une feuille de présence.....                     | Oui                              |
| Présidence de l'assemblée.....                                   | Président                        |
| Règle du quorum.....   | Majorité des 2/3                 |
| Mode de scrutin pour les présents ou représentés.....            | Main-levée                       |
| Représentation.....  | Uniquement entre actionnaires    |
| Vote par procuration.....  | Envoi d'un formulaire            |

Tous les documents consultables au siège social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

### ARTICLE 13-2 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

|  |                                  |
|--|----------------------------------|
| Mode de convocation.....   | Lettre RAR                       |
| Périodicité de communication.....                                | Selon besoin                     |
| Délai de convocation.....  | 8 jours                          |
| Lieu de réunion.....   | Siège social                     |
| Autorité habilitée à convoquer et à arrêter l'ordre du jour..... | Président                        |
| Autre mode de consultation.....                                  | Consultation écrite par courrier |
| Procès-verbal & Registre.....                                    | Obligatoire                      |
| Établissement d'une feuille de présence.....                     | Oui                              |
| Présidence de l'assemblée.....                                   | Président                        |
| Règle du quorum.....   | Majorité des 3/4                 |
| Mode de scrutin pour les présents ou représentés.....            | Main-levée                       |
| Représentation.....  | Uniquement entre actionnaires    |
| Vote par procuration.....  | Envoi d'un formulaire            |

Tous les documents consultables au siège social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

## ARTICLE 14 : CONSULTATION ET INFORMATION FACULTATIVES DES ACTIONNAIRES

### Assemblée ordinaire :

|                                   |              |
|-----------------------------------|--------------|
| Mode de convocation.....          | Lettre RAR   |
| Périodicité de communication..... | Selon besoin |
| Délai de convocation.....         | 8 jours      |

|  |                                  |
|--|----------------------------------|
| Lieu de réunion.....   | Siège social                     |
| Autorité habilitée à convoquer et à arrêter l'ordre du jour..... | Président                        |
| Autre mode de consultation.....                                  | Consultation écrite par courrier |
| Procès-verbal & Registre.....                                    | Obligatoire                      |
| Etablissement d'une feuille de présence.....                     | Oui                              |
| Présidence de l'assemblée.....                                   | Président                        |
| Règle du quorum.....   | Unanimité                        |
| Mode de scrutin pour les présents ou représentés.....            | Main-levée                       |
| Représentation.....  | Uniquement entre actionnaires    |
| Vote par procuration.....  | Envoi d'un formulaire            |

Tous les documents consultables au siège social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

#### **ARTICLE 15 : COMPTES ANNUELS ET RESULTATS SOCIAUX**

Dans les 6 mois de la clôture de l'exercice social, le Président ou le directeur général est tenu de consulter les actionnaires sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé. Ce délai peut être prorogé par décision de justice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les actionnaires décident soit de l'affecter à un poste de réserve du bilan, soit de le reporter à nouveau, soit de le distribuer. Dans ce dernier cas, les sommes distribuées sont prélevées par priorité sur le bénéfice distribuable de la société à la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

#### **ARTICLE 16 : CONTROLE DES COMPTES**

- Un ou plusieurs commissaires aux comptes peuvent être nommés par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective ordinaire des actionnaires, suivant le cas. En outre, cette nomination peut être demandée au Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, par un ou plusieurs actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social. Dès lors que les seuils définis par la réglementation en vigueur sont atteints, la désignation d'un commissaire est obligatoire.

- Le ou les commissaires sont nommés pour une durée de six exercices expirant après la réunion de l'assemblée qui statue sur les comptes du sixième exercice; l'exercice en cours, lors de la nomination, compte pour un exercice entier. Le commissaire aux comptes, nommé en remplacement d'un autre, ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur. Les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions, en cas de faute ou d'empêchement, par décision de l'actionnaire unique ou par décision ordinaire des actionnaires.

- Les commissaires aux comptes accomplissent leur mission générale de contrôle des comptes et les missions spéciales que la loi leur confie, dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur.

#### **ARTICLE 17 : COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE**

Le cas échéant, les délégués du comité social et économique exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

#### **ARTICLE 18 : DISSOLUTION ET LIQUIDATION**

La société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour juste motif.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective des actionnaires.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du commerce et des sociétés. La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « Société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Les actionnaires qui décident de la dissolution désignent un liquidateur amiable choisi parmi les actionnaires ou en dehors d'eux.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des actions qui n'auraient pas encore été remboursé. Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Si la société ne comprend plus qu'un seul actionnaire personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, conformément à l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique personne morale, sans liquidation préalable.

#### **ARTICLE 19 : CONTESTATIONS**

Tout différend susceptible de surgir pendant la durée de la société, ou au cours des opérations de liquidation, entre les actionnaires et les représentants légaux de la société, ou entre les actionnaires eux mêmes, relatif aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront soumis à l'arbitrage.

#### **ARTICLE 20 : ENGAGEMENT POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE**

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux actionnaires.

Au cas où la société ne serait pas immatriculée ou ne reprendrait pas lesdits engagements, les actionnaires ayant agi pour son compte sont réputés avoir agi pour leur compte personnel.

En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la société au RCS, mandat exprès est donné au président ou à tout mandataire de son choix qu'il se substituerait, de prendre au nom et pour le compte de la société, ce qu'il accepte, les engagements précisés en annexe.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tout acte, faire toute déclaration et affirmation élire domicile, substituer en tout ou partie, et généralement faire le nécessaire.

Conformément aux articles 210-6 de la loi 2002-420 du 15 Mai 2001, et 74, alinéa 3, du décret du 23 Mars 1967 sur les sociétés commerciales, l'immatriculation de la société au RCS emportera reprise de ces engagements par la société.

#### **ARTICLE 21 : PRESIDENCE**

La société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président exerce ses fonctions pour une durée et dans des conditions fixées par la collectivité des actionnaires. Le premier Président est nommé par la collectivité des actionnaires à l'unanimité, par assemblée générale ordinaire.

L'actionnaire qui investit des fonctions de Président, ou qui demande son investiture, ne prend pas part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum, sauf en cas d'unipersonnalité d'actionnaire.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions pour une durée supérieure à trente jours, dûment constaté par les actionnaires, il est pourvu dans un délai de trente jours à son remplacement à l'unanimité par assemblée générale ordinaire. Le Président par intérim ne demeure en fonction que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le Président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

#### **ARTICLE 22 : FRAIS**

Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la société.

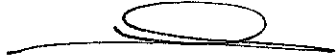
**ARTICLE 23 : PUBLICITE**

Tout pouvoir est donné au Président, ou à toute personne qui s'y substituerait, à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi en vue de l'immatriculation de la société au RCS et notamment à l'effet d'insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à LUCGARIER le 20/12/2019 en 2 exemplaires originaux.

**Signature de l'actionnaire unique :**

Madame NAFFRECHOUX Nathalie

A handwritten signature in black ink, consisting of a horizontal line followed by a loop and a final flourish.